

## 1. Le soulèvement de juillet

À une quarantaine de kilomètres de la capitale, les wagons vert bouteille maculés de boue du train finlandais traçaient leur route à travers des collines couvertes de conifères et parsemées de rochers d'où émergeaient de temps à autre des hameaux de coquettes cabanes en rondins. C'était le premier convoi de la matinée. Assis sur des bancs de bois ternis par un usage intense, Lénine, sa sœur Maria, et ses camarades Bontch-Brouïevitch, un spécialiste des sectes religieuses russes qui militait dans les rangs de la sociale-démocratie depuis les origines de ce courant en Russie, et Saveliev, fils d'un membre de la petite noblesse passé par l'université, discutaient avec animation. Leur wagon délabré était essentiellement occupé par des résidents de la campagne finlandaise en tenue élégante qui se rendaient à leur travail à Petrograd. Vers 9 heures du matin, le convoi traversa la rivière Sestra, un étroit cours d'eau dont les méandres marquaient la frontière entre la Finlande et la Russie ; quelques minutes plus tard, il ralentit pour faire halte dans la petite gare de Biéloostrov.

Un machiniste détacha la locomotive du convoi et la fit avancer lentement, avec force soupirs et sifflements rythmiques, pour aller l'alimenter en bois et en eau. C'est alors que la conversation entre Lénine et ses camarades fut interrompue par l'apparition à la porte de leur compartiment d'un inspecteur des douanes zélé qui leur ordonna brusquement : « Vos papiers ! Je veux voir vos papiers ! Montrez-les-moi ! » Bien des années plus tard, Bontch-Brouïevitch se souvenait encore du sentiment de malaise qui s'empara de lui et de ses compagnons de route au moment de tendre leurs documents à l'inspecteur. Lénine voyageait avec son vrai passeport. Le nom d'« Oulianov » était-il susceptible d'éveiller des soupçons ? L'inspecteur examina négligemment les quatre pièces d'identité avant d'y apposer un coup de tampon et de poursuivre son chemin<sup>1</sup>.

Pendant l'arrêt de vingt minutes à Biéloostrov, Bontch-Brouïevitch descendit pour aller acheter les journaux du matin, tandis que Lénine, Saveliev et Maria Ilitchina commandaient du café au buffet de la gare. Bontch-Brouïevitch revint bientôt avec une liasse d'éditions toutes fraîches et Lénine s'y plongea en quête de nouvelles sur le soulèvement de Petrograd. Dans presque tous les journaux, plusieurs articles de premier plan narraient les détails des événements de la veille. Apparemment, c'était à l'initiative des hommes du 1<sup>er</sup> régiment de mitrailleurs que des milliers de soldats en armes et d'ouvriers d'usine étaient descendus dans la rue. Un ou deux délégués des mitrailleurs avaient été envoyés dans chaque unité militaire et dans chaque usine importante, où leurs appels à l'insurrection avaient généralement été accueillis avec enthousiasme. En début d'après-midi, les membres des classes aisées avaient disparu des rues du centre et des milliers de soldats en tenue de combat et d'ouvriers brandissant des banderoles, ces derniers souvent accompagnés de leurs familles, manifestaient devant le palais Mariinski et le palais de Tauride, sièges respectifs du Gouvernement provisoire et du Soviet de Petrograd, exigeant le transfert du pouvoir aux mains de ce dernier. D'après ces comptes rendus journalistiques, des groupes massifs de soldats et de travailleurs insurgés avaient pris la peine de faire un détour pour défiler devant la villa Kchesinskaïa, siège du Parti bolchevik, ce qui démontrait l'implication de ce dernier dans la préparation du soulèvement et l'autorité dont il jouissait auprès des masses de Petrograd.

Des insurgés montés à bord de voitures et de camions militaires hérissés de mitrailleuses et décorés de drapeaux rouges avaient circulé dans la ville pendant tout l'après-midi sans que personne ne s'y oppose. On signalait des rafales imprévisibles de fusil et de mitrailleuse dans divers secteurs; le nombre des possibles victimes était encore inconnu. Dans les gares de chemin de fer, de longues files anxieuses de respectables citoyens en costume bourgeois se pressaient aux guichets dans l'espoir d'obtenir un ticket pour quitter la ville. Avec l'assentiment des sentinelles de service, les insurgés avaient pris le contrôle d'un site d'une grande importance à la fois stratégique et psychologique, la forteresse Pierre-et-Paul. D'après des dépêches de dernière minute, un groupe de soldats rebelles avait tenté sans succès d'appréhender le ministre de la Guerre Kerenski. Par ailleurs, la gauche

semblait avoir obtenu une victoire substantielle au sein de la Section ouvrière du Soviet de Petrograd, qui venait de rompre la veille avec la direction de cet organisme en faisant sienne l'idée de remettre tout le pouvoir aux soviets et en formant une commission pour contribuer à donner au mouvement de masse un caractère pacifique et organisé<sup>2</sup>.

Au début des troubles, le gouvernement et le Soviet avaient conjuré les soldats et les ouvriers de ne pas descendre dans la rue; ayant fini par constater que leurs exhortations étaient vaines, le commandant du District militaire de Petrograd, le général Piotr Polovtsev, un officier de cavalerie encore jeune mais déjà bardé de décorations et connu pour sa fermeté, avait ordonné à plusieurs unités de la garnison de restaurer d'urgence l'ordre dans les rues. Mais les soldats qui ne participaient pas au soulèvement ignorèrent cette injonction. Plus tard dans la soirée, Polovtsev avait diffusé une interdiction de toute manifestation sur la voie publique. De leur côté, le cabinet et les deux Comités exécutifs panrusses s'étaient réunis en urgence, siégeant par intermittence tout au long de la nuit pour suivre l'évolution de la crise.

Ces premiers comptes rendus divergeaient quant à l'identification des facteurs qui avaient pu déclencher le soulèvement. Un article rapportait que plusieurs Cadets avaient démissionné du cabinet en raison de désaccords avec les ministres socialistes sur la politique que devait adopter le gouvernement en Ukraine<sup>3</sup>. Certains observateurs estimaient que l'insurrection en cours était directement liée à la crise apparente de la coalition. C'est ainsi qu'un correspondant du journal pro-Cadet *Retch* suggérait que c'était ces dissensions internes au cabinet qui avaient offert l'opportunité aux soldats de *quelques* régiments et aux ouvriers de *certaines* usines de manifester leur préférence pour le transfert de « tout le pouvoir aux soviets<sup>4</sup> ». D'autres observateurs attribuaient les troubles à l'insatisfaction des troupes de la garnison face aux mesures brutales adoptées par les autorités militaires pour mater les unités postées sur le front qui refusaient de marcher contre l'ennemi<sup>5</sup>.

Malgré ces différences d'interprétation concernant les facteurs spécifiques ayant déclenché le mouvement qui visait à renverser le gouvernement, pratiquement tous les commentateurs semblaient s'accorder sur le fait que c'était les bolcheviks, plus que tout autre groupe politique, qui étaient à l'origine des troubles. Un journaliste des *Izvestia*, l'organe de

presse du Comité central exécutif et du Soviet de Petrograd, en vint à la conclusion qu'une partie du prolétariat et de la garnison de Petrograd était descendue dans la rue les armes à la main sous l'influence d'« agitateurs bolcheviks totalement irresponsables ». D'après lui, les bolcheviks essayaient de tirer profit de l'insatisfaction et de l'inquiétude réelles qui existaient au sein des masses prolétariennes et dans les rangs de l'armée<sup>6</sup>. Un éditorial de *Birjevié Viedomosti*, un journal libéral indépendant, mettait carrément les points sur les i : « Qu'est-ce que c'est que cette histoire?, feignant de s'interroger l'auteur. La réalisation du désir que les bolcheviks n'ont pu satisfaire le 10 juin? Un soulèvement armé contre le Gouvernement provisoire et la majorité démocratique organisée? » Des années plus tard, Bontch-Brouïevitch se souviendrait que, pendant le voyage de retour à Petrograd, ce qui alarmait le plus Lénine, c'était la furie anti-bolchevik qui se manifestait avec tellement de force dans les journaux du 4 juillet<sup>8</sup>.

Un troisième tintement de cloche annonçant le départ imminent du train interrompit les pensées de Lénine. Avalant d'un trait son café et saisissant ses journaux, il rejoignit ses camarades qui se précipitaient vers leur compartiment. De nouveau installé sur son siège, le leader bolchevik resta silencieux, s'imprégnant des autres nouvelles de la journée.

On trouvait aussi dans la presse du jour un peu plus que les plaintes routinières concernant la pénurie croissante d'aliments et de combustibles. Le 2 juillet, le ministre du Ravitaillement, Pechekhonov, avait convoqué les représentants du Bureau central du Ravitaillement de Petrograd afin de les informer de la gravité croissante de la situation. Le rapport d'un des membres du Bureau mettait en relief les dimensions de la crise alimentaire dans la région de Petrograd. Il révélait que même après une réduction du montant des rations, les réserves de céréales ne tiendraient guère au-delà du mois de septembre. Le Bureau du Ravitaillement avait récemment acheté 100 000 pouds (un poud est l'équivalent de 16,38 kilogrammes) de riz à Vladivostok, mais leur livraison avait été retardée par des difficultés de transport. Les livraisons de lait avaient aussi chuté sensiblement, essentiellement à cause de problèmes monétaires avec la Finlande, principale source de produits laitiers de Petrograd. Les fournitures de céréales animalières et de foin ne représentaient qu'un tiers

du minimum nécessaire. Il y avait aussi de graves problèmes d'approvisionnement en œufs et en légumes, en partie parce que les autorités de plusieurs provinces se refusaient à exporter ces produits<sup>9</sup>.

On racontait que le Comité d'Approvisionnement en Combustible avait transmis en toute urgence au maire de Petrograd un rapport qui caractérisait la situation des fournitures de bois comme catastrophique. Le rapport en question attribuait le problème aux perturbations du trafic ferroviaire, à la surcharge du terminus de Petrograd et aux problèmes de main-d'œuvre et de mauvais temps qui handicapaient le transport fluvial. Il laissait entendre qu'à moins que soient prises des mesures immédiates pour éliminer ces problèmes d'offre et de distribution, un nombre croissant d'usines et d'unités de production se verraient obligées de fermer faute de combustible<sup>10</sup>. Un autre rapport indiquait que cette pénurie croissante avait incité les fonctionnaires de la Bourse des Valeurs de Moscou à envoyer au ministère du Commerce et de l'Industrie à Petrograd un mémorandum urgent signalant que la fermeture d'un grand nombre d'usines pendant le courant de l'été était d'ores et déjà inévitable faute de combustible et de matières premières. Ses auteurs donnaient raison aux propriétaires d'usines qui insistaient sur leur incapacité financière de continuer à rémunérer des milliers de salariés condamnés à court terme au chômage technique. À quoi ils ajoutaient qu'une massive agitation ouvrière était à prévoir dans les principales zones industrielles si le gouvernement ne recrutait pas les travailleurs au chômage pour effectuer des tâches agricoles et ne leur fournissait pas une aide appropriée. Le mémorandum incitait le gouvernement à informer le public de la nature et des causes des évolutions en cours afin que les ouvriers licenciés ne tiennent pas les propriétaires d'usines pour responsables de la situation<sup>11</sup>.

Les principaux comités gouvernementaux chargés d'organiser les élections à l'Assemblée constituante et de préparer un programme de réforme agraire continuaient à délibérer. La veille, le Comité électoral avait passé plusieurs heures à débattre de la question de savoir comment les membres des forces armées seraient représentés à la Constituante. Parallèlement, le Comité sur la Réforme agraire auditionnait les rapports des représentants des comités agraires locaux sur l'évolution des événements provinces. Les délégués de la province de Penza signalaient que les paysans

locaux étaient en train de mettre spontanément en pratique le principe de socialisation de la terre en saisissant et redistribuant les lopins en fonction de normes de travail spécifiques. Les efforts des autorités pour protéger la propriété privée étaient vains, soulignaient-ils : aucun fonctionnaire n'oserait entreprendre d'actions contre les paysans par peur des représailles. Un représentant de la province de Poltava déclarait que les paysans revendiquaient la socialisation de la terre et souhaitaient la voir mise en œuvre par le biais de mesures législatives appropriées. « Il me semble évident, expliquait-il, que, pour éviter les confiscations de terre, le gouvernement doit préparer une législation sur le loyer de la terre, la prohibition de l'achat et de la vente de propriétés terriennes et la conservation des forêts. Tout délai dans la publication de ce type de mesures amènera les paysans à soupçonner que la réforme agraire ne verra jamais le jour. » D'après un délégué de la région du Don, la population de son territoire exigeait l'expropriation sans indemnisation des terres aux mains de propriétaires privés. Le représentant du Soviet de Petrograd auprès du Comité de la Réforme agraire reprocha au Gouvernement provisoire de laisser certains ministres poursuivre en zone rurale des politiques totalement contradictoires. Il se montra particulièrement critique à l'égard du ministère de l'Intérieur, qui condamnait comme criminelles et anarchiques toutes les initiatives des comités locaux de la réforme agraire impulsées par le ministère de l'Agriculture<sup>12</sup>.

La presse rapportait aussi d'autres nouvelles : la journée de grève prévue par les travailleurs des scieries de Petrograd avait été évitée grâce à une négociation, mais les salariés de la poste et des télégraphes menaçaient de débrayer le 4 juillet à partir de 8 heures du matin. Les employés et les magasiniers des bureaux de poste refusaient déjà de laisser les facteurs faire leur tournée en raison d'une dispute concernant les primes et une augmentation salariale. Parallèlement, les salariés de l'hôtellerie s'étaient joints à une grève des garçons de café de toute la ville. Tous exigeaient l'élimination du salaire horaire et une rémunération fondée sur un pourcentage des bénéfices en sus de leur salaire de base. Face à cette situation, certains propriétaires de restaurants en étaient réduits à inviter leurs clients à se rendre dans les cuisines pour aller chercher eux-mêmes leurs plats<sup>13</sup>.

L'actualité internationale la plus importante concernait

l'Allemagne. Le chancelier Bethmann-Holweg avait démissionné et avait été remplacé par George Michaelis<sup>14</sup>. Le chancelier sortant semblait ouvert au compromis et à la possibilité d'une paix négociée et avait dû renoncer à son poste sous la pression constante des cercles militaristes et annexionnistes allemands, qui le harcelaient depuis plusieurs mois ; son éviction et la nomination à sa place de Michaelis, une personnalité sans grand relief choisie par le général Ludendorff, illustraient de façon frappante la forte mainmise du haut commandement militaire sur la politique allemande.

En provenance de Dvinsk, on avait un reportage détaillé sur la visite du front septentrional les 1<sup>er</sup> et 2 juillet par le ministre du Travail Skobelev et le ministre délégué de la Marine Vladimir Lebedev<sup>15</sup>. Ils avaient été précipitamment envoyés sur le front suite aux rumeurs selon lesquelles une partie significative des troupes de la Cinquième Armée ne voulaient pas obéir aux ordres de leurs supérieurs et refusaient obstinément de se porter à l'attaque contre l'ennemi. On était alors dans l'intervalle entre l'offensive Kerenski, un événement longtemps attendu et annoncé à grand renfort de publicité, et la contre-attaque allemande du 6 juillet, qui allait s'avérer décisive. Les efforts des assaillants russes s'étaient essentiellement concentrés sur le front du Sud-Ouest, où ils avaient d'abord engrangé quelques modestes succès. (Lorsque les nouvelles de la percée russe avaient atteint Petrograd, la presse nationaliste n'avait pas dissimulé son enthousiasme.) Mais au bout de quelques jours, la démoralisation des troupes du front commença à se manifester clairement : les unités qu'on avait pu convaincre de monter à l'assaut au début de l'offensive refusaient désormais de combattre. À partir du 4 juillet, même les bulletins d'information propagandistes de l'armée n'arrivaient plus à dissimuler le fait que la percée initiale s'était désormais enlisée et que les troupes russes, attaquées de partout, connaissaient de lourdes pertes.

Sur le front nord, l'offensive n'était pas censée commencer avant le 8 juillet. À quelques kilomètres du front, au son des fanfares, les soldats russes se mirent en formation impeccable et hurlèrent leur enthousiasme guerrier à l'intention du ministre Skobelev qui les passait en revue. Nombre d'entre eux avaient déjà vu le feu et souffert de blessures lors de campagnes antérieures. Depuis la révolution de Février, ils lisaient la *Pravda*, la *Soldatskaïa Pravda*, la *Okopnaïa Pravda*<sup>16</sup> et la myriade de publications pacifistes

et révolutionnaires dont les bolcheviks avaient inondé les champs de bataille ; ce qui les préoccupait désormais, c'était la paix, la terre et un ordre politique et social plus juste. Les objectifs de guerre leur étaient généralement incompréhensibles et ils étaient indignés de savoir qu'alors que le Soviet de Petrograd essayait de négocier une paix juste, le gouvernement s'apprêtait à lancer une nouvelle offensive. Du fait de cette situation, les conflits entre la troupe et ses officiers se multipliaient. Certaines unités en venaient même à se méfier de leurs propres comités de soldats – qu'elles avaient pourtant élus – parce qu'ils étaient dominés par les mencheviks et les SR, lesquels soutenaient largement la politique militaire du gouvernement. Néanmoins, stimulés par les encouragements de leurs généraux, les conscrits acclamèrent Skobelev. Celui-ci les implora de tout sacrifier pour une Russie libre, et ils l'approuvèrent bruyamment : « Vous avez raison ! Nous sommes prêts à mourir pour la liberté ! Nous ferons notre devoir jusqu'à la mort ! » Les soldats déployèrent des banderoles qui proclamaient « À l'attaque ! » et « Mort aux lâches ! ». Un petit groupe hissa Lebedev et Skobelev sur ses épaules et les transporta en triomphe jusqu'à leur véhicule. Et pourtant, à peine une semaine plus tard, lorsque l'ordre d'attaquer fut donné, les mêmes hommes allaient jeter leurs armes au sol et fuir en masse le champ de bataille.

Le train qui transportait Lénine et ses compagnons commença à ralentir. À la périphérie nord de Petrograd, il longeait les jardins luxuriants de l'Institut forestier et traversa la perspective Sampsonievski, une avenue qui traversait du nord au sud le district de Vyborg, plus vaste ghetto industriel de la capitale. Le paysage urbain qui s'offrait aux yeux des voyageurs – usines noires de suie et bondées de travailleurs, baraquements à étages sordides et infestés de vermine, taudis ouvriers délabrés – avait fourni un terrain fertile à la propagation des idées révolutionnaires pendant la première grande phase du développement industriel de la Russie, au long des dernières décennies du régime tsariste. Les étudiants de l'Institut forestier en colère avaient rejoint leurs camarades de l'université de Saint-Petersbourg pendant les explosions d'agitation universitaire qui avaient secoué le gouvernement russe à la fin des années 1890 ; on allait les retrouver aux côtés des travailleurs sur les barricades de 1905, de juillet 1914 et de février 1917. En octobre 1905,

la police avait lâché une salve de mitraille sur une foule d'ouvriers qui manifestait à l'extrémité sud de la perspective Sampsonievski, au coin de la rue Botkinskaïa. Non loin de là, au bout d'une succession d'allées étroites, boueuses et parsemées d'ordures, s'élevaient trois des plus grandes usines de Petrograd, Erikson, Novyi Lessner et Russki Renault. Des grèves de grande ampleur avaient eu lieu dans l'usine de téléphonie et de matériel électrique Erikson en 1905, 1912, 1914 et 1916. En 1913, la fabrique de machinerie Novyi Lessner avait été le siège de l'une des grèves les plus longues et les plus fameuses de l'histoire du mouvement ouvrier russe, qui avait duré 102 jours. En octobre 1916, une bataille rangée entre les travailleurs de chez Renault et les hommes de la police et de l'armée avait été un des premiers signes de la tempête imminente qui devait déboucher quelques mois plus tard sur la chute du tsar. Ce jour-là, alors que le train de Lénine progressait lentement pour s'arrêter bruyamment dans la gare de Finlande, ces trois usines étaient de nouveau en arrêt de travail. Les ouvriers de Renault, d'Erikson et de Novyi Lessner avaient été les premiers à descendre dans la rue la veille.

Tandis que Lénine arpentait le quai, le spectacle qu'offrait la gare de Finlande était fort différent de celui qu'il avait pu contempler en avril de cette même année, lors de son retour d'exil. Il avait alors été accueilli par une foule d'ouvriers et de soldats. Il y avait des drapeaux et des bouquets de fleurs, un orchestre et une garde d'honneur composée de matelots. Même les dirigeants du Soviet de Petrograd avaient fait acte de présence. Nikolaï Tchkhéidzé, président du Soviet, faisait partie du comité d'accueil qui l'avait reçu dans l'ancienne salle d'attente impériale. Lénine avait été conduit au quartier général du Parti bolchevik perché sur une voiture blindée et accompagné par une imposante procession de fonctionnaires du Parti, d'ouvriers et de soldats. Mais en cette journée de juillet, tandis que Bontch-Brouïévitch s'activait en quête d'un taxi, il n'y avait pas trace de fanfare ou de discours officiels de bienvenue. Une odeur âcre de vapeur, de nourriture défraîchie et de transpiration imprégnait l'atmosphère estivale lourde d'humidité. Des porteurs s'affairaient à leur tâche. Depuis un étal pavoisé, une matrone d'un certain âge arborant un pince-nez exhortait les passants en gesticulant dans tous les sens : « Soutenez nos soldats révolutionnaires ! Venez souscrire à l'emprunt de la Défense nationale ! »

L'esplanade devant la gare était bondée d'ouvriers et de soldats prêts à réaffirmer leurs revendications de paix immédiate et de transfert du pouvoir aux soviets.

Au long de ses deux siècles d'existence, la capitale impériale fondée par Pierre le Grand, tout comme le Paris d'avant la révolution, avait fini par se diviser suivant des lignes de différenciation socioéconomiques assez nettes. Globalement, les quartiers du centre, qui comprenaient le secteur sud de l'île Vassilievski, le « côté Pétersbourg » de la rive droite de la Neva et la majeure partie de la rive gauche entre le fleuve lui-même et le canal Obvodny, étaient le domaine réservé des classes moyennes et supérieures, tandis que la plupart des ouvriers d'usine vivaient et travaillaient dans les faubourgs industriels. Le centre accueillait les luxueux palais néoclassiques et rococo de la famille royale et de la haute noblesse, les édifices imposants où siégeait l'administration impériale, les massives cathédrales Saint-Isaac et Notre-Dame de Kazan et les quais de granit du fleuve et des canaux qui contribuaient à faire de Petrograd une des plus belles capitales européennes. On y trouvait aussi des foyers de la culture russe tels que le théâtre royal Mariinski, siège de l'opéra et du célèbre ballet impérial russe ; le théâtre royal Alexandra, où les spécimens les plus éminents du drame et de la comédie européenne alternaient avec les classiques de Gogol, Tourgueniev et Tolstoï ; et le conservatoire de Pétersbourg, sur la scène duquel se produisaient les musiciens les plus accomplis de l'époque. Cette zone centrale de la rive gauche de la Neva accueillait aussi les banques, les bureaux et les quartiers résidentiels aisés de la capitale. Plus on s'éloignait de l'Amirauté – véritable axe de la cité –, plus ces derniers changeaient de caractère, passant des palais de la noblesse aux immeubles d'appartements des professions libérales puis aux logements bon marché de la petite bourgeoisie. Partant de l'Amirauté et dominée par sa tour élancée, la perspective Nevski, l'avenue la plus large et la plus chic de Petrograd, accueillait des boutiques de luxe. De l'autre côté de la Neva, vers le nord, le quai qui bordait la rive sud-est de l'île Vassilievski voyait s'aligner les édifices caractéristiques de l'Université de Saint-Pétersbourg, de l'Académie des sciences et de l'Académie des beaux-arts, trois symboles des conquêtes intellectuelles et artistiques de la Russie, ainsi que la colonnade ornant la façade de la Bourse des Valeurs.

Les principales usines de Petrograd étaient situées dans les quartiers périphériques de cette zone centrale – à savoir les districts de Narva, de Moscou et d'Alexandre Nevski sur la rive gauche de la Neva, les zones les plus reculées de l'île Vassilievski et les districts de Vyborg et d'Okhta sur la rive droite.

Du côté de Pétersbourg, au milieu d'un jardin à la géométrie classique protégé par une haute et élégante grille en fer forgé, s'élevait le vaste et élégant hôtel particulier qui avait jadis appartenu à Mathilde Kchesinskaïa, première ballerine des ballets Mariinski, dont on disait qu'elle avait été la maîtresse de Nicolas II. Pendant les journées de février, Kchesinskaïa avait fui sa demeure, dont s'étaient bientôt emparés les hommes d'une division de véhicules blindés ayant ses quartiers à proximité. Début mars, les bolcheviks, réduits jusqu'alors à occuper deux pièces exiguës dans les combles de la Bourse du Travail, avaient demandé l'autorisation d'en faire leur quartier général, ce qui leur avait été accordé<sup>17</sup>. Rapidement, le Comité central, le Comité de Pétersbourg et l'Organisation militaire bolchevik s'étaient confortablement installés dans différentes parties de l'édifice.

Du point de vue des bolcheviks, l'emplacement de la villa Kchesinskaïa était idéal. À un jet de pierre de la forteresse Pierre-et-Paul et du Cirque moderne, une caverneuse salle de concert et de réunion qui accueillait désormais régulièrement des meetings politiques, elle se trouvait également à proximité de plusieurs baraquements militaires et des grandes usines du district de Vyborg. Le déménagement coïncidait avec une augmentation de la popularité et du nombre d'adhérents du Parti dans le sillage de la révolution de Février. Le nouveau siège de l'organisation, au-dessus duquel flottait le drapeau rouge du Comité central, devint vite un aimant pour les ouvriers, les marins et les soldats en colère. L'ample sous-sol de l'hôtel particulier accueillait le Club Pravda de l'Organisation militaire, tandis que le jardin était presque constamment occupé par des meetings. Tous les jours, depuis l'aube jusqu'à tard dans la nuit, on pouvait voir Sergueï Bagdatiev<sup>18</sup>, Moïsseï Volodarski<sup>19</sup> ou un autre des agitateurs les plus populaires du Parti haranguer la foule des passants depuis une tribune surplombant la rue.

Une fois par semaine environ, les élus des comités des différents districts de la capitale se rendaient à la villa Kchesinskaïa pour des réunions de travail. C'est dans son

magnifique salon à colonnades blanches qu'à son retour à Petrograd, le soir du 3 avril, Lénine avait sidéré une assemblée de trois cents dirigeants du Parti en exposant pour la première fois en personne son nouveau programme. Quelques semaines plus tard, la villa accueillait la Conférence d'avril des bolcheviks.

Cette situation n'était certes pas du goût de tout le monde. Vers la fin du printemps, Kchesinskaïa était bien décidée à récupérer sa propriété, plus par volonté d'en expulser les bolcheviks que par désir de s'y réinstaller elle-même. À partir de fin avril et pendant tout le mois de mai, elle ne cessa de harceler à ce propos le gouvernement et le Soviet de Petrograd avant de finir par saisir les tribunaux. Un juge de paix émit une sentence qui laissait au Parti vingt jours pour vider les lieux<sup>20</sup>, mais les bolcheviks arguèrent de divers prétextes pour temporiser. C'est donc dans ce foyer de radicalisme qu'un groupe de soldats et d'ouvriers protestataires débarquèrent le soir du 3 juillet. Tandis que des milliers de manifestants scandant « Tout le pouvoir aux soviets ! » attendaient impatiemment qu'on leur transmette des consignes, les dirigeants du Parti étaient réunis dans la principale chambre à coucher de la villa pour discuter de la marche à suivre. Ils finirent par tomber d'accord : il fallait soutenir ouvertement les manifestants et prendre la tête du mouvement.

Le 4 juillet, aux alentours de midi, Lénine arriva précipitamment à la villa Kchesinskaïa. Il eut à peine le temps de se mettre au courant des événements en cours qu'une foule d'une dizaine de milliers de marins de Kronstadt, presque tous armés et désireux d'en découdre, encercla l'édifice en exigeant que le leader bolchevik s'adresse à eux. Au début, Lénine s'y refusa ; c'était sa façon de manifester son opposition à la mobilisation en cours, expliqua-t-il. Mais, sur l'insistance des dirigeants bolcheviks de Kronstadt, il finit par céder. Tandis qu'il pénétrait sur le balcon du premier étage pour adresser la parole aux marins, on l'entendit grommeler aux fonctionnaires de l'Organisation militaire : « Vous mériteriez une bonne raclée<sup>21</sup> ! »

Les commentaires ambivalents de Lénine à cette occasion reflètent le dilemme auquel il était confronté. Il prononça quelques paroles de bienvenue, exprima sa certitude que le slogan « Tout le pouvoir aux soviets ! » finirait par triompher et conclut son intervention en invitant les marins à faire preuve de retenue, de détermination et de vigilance.

Quelques années plus tard, un des auditeurs de Lénine présents ce jour-là devait se rappeler à quel point nombre de marins avaient été surpris par son insistance sur la nécessité d'une manifestation pacifique. Les anarchistes présents dans l'assistance, ainsi que certains bolcheviks, n'arrivaient pas à comprendre comment une colonne d'hommes armés en colère pourrait se contenter de manifester sans provoquer de violence<sup>22</sup>.

Lénine se trouvait désormais dans une situation intenable. Les événements de la veille n'avaient fait que confirmer que le Gouvernement provisoire ne jouissait pratiquement d'aucun soutien parmi les ouvriers et les soldats de la capitale. Mais la direction du Parti était encore déterminée à résister à la pression des masses. Quant aux socialistes majoritaires, ils étaient convaincus que ni les habitants des provinces ni les troupes mobilisées sur le front n'étaient prêtes à soutenir le transfert du pouvoir aux soviets et que, dans tous les cas, il était indispensable que « toutes les forces vives du pays » travaillent ensemble dans l'intérêt de l'effort de guerre et de la survie de la révolution. Ils craignaient qu'une rupture avec les libéraux et les milieux industriels et commerciaux qui les soutenaient entraîne un affaiblissement de l'effort militaire russe et renforce les chances de succès d'une contre-révolution.

Aux yeux des bolcheviks, le slogan « Tout le pouvoir aux soviets ! » était, du moins pour le moment, dépourvu de validité tactique dans la mesure où les soviets n'étaient pas du tout disposés à s'emparer du pouvoir. Le Parti était désormais confronté à un choix difficile : conquérir le pouvoir par la force ou s'efforcer de mettre fin à la mobilisation. Au moment d'évaluer ces deux options, Lénine était contraint d'accorder une importance décisive à la réaction potentielle des provinces et du front. On pouvait certes penser que la situation était fluide et instable, mais certains signes n'étaient guère prometteurs. Les bolcheviks ne disposaient que d'un appui limité au sein de la paysannerie et une bonne partie des troupes continuait d'être fidèle à la direction des soviets.

Dans la capitale elle-même, dans le courant de l'après-midi du 4 juillet, l'ampleur du soutien à une action révolutionnaire directe était loin d'être évidente. Certes, les marins de Kronstadt étaient présents en force et prêts à se battre ; sur le chemin de la villa Kchesinskaïa au palais de Tauride, ils s'engagèrent même dans une bataille confuse avec des

francs-tireurs qui les canardaient depuis les étages supérieurs et les toits de la perspective Nevski et firent effraction dans une série de maisons et d'appartements en terrorisant leurs occupants. Mais une partie des soldats qui avaient participé aux manifestations de la veille s'étaient déjà démobilisés, tandis que d'autres unités refusaient de prendre parti. En outre, l'hypothèse que les bolcheviks s'emparent seuls du pouvoir contre la volonté du Soviet de Petrograd n'avait jamais été défendue ouvertement auprès des ouvriers et des soldats. Il semble bien qu'elle ait été envisagée par une poignée de dirigeants du Parti avant le mois de juillet (en particulier par Lénine et par les dirigeants de l'Organisation militaire), mais elle n'avait pas été débattue au sein de la direction élargie<sup>23</sup>. Il était donc impossible de prévoir quelle pourrait être la réaction de nombre de leaders bolcheviks – sans parler de leurs partisans – à un appel à l'insurrection.

Il paraissait donc opportun de battre rapidement en retraite. Mais cette option avait aussi ses inconvénients. Le Parti s'était déjà engagé sur la voie du radicalisme. Le programme et le travail d'agitation des bolcheviks avaient manifestement contribué à inspirer la mobilisation en cours. Les bannières déployées par les manifestants arboraient des slogans bolcheviks. Sous la pression de ses sympathisants parmi les troupes, l'Organisation militaire bolchevik avait même pris l'initiative de contribuer à l'organisation de la mobilisation sans demander l'autorisation du Comité central. Il est vrai que pendant l'après-midi du 3 juillet, ce dernier s'était sincèrement efforcé de freiner les manifestants. Mais à peine quelques heures plus tard, alors que le mouvement battait son plein, la direction de l'Organisation militaire et du Comité de Pétersbourg, bientôt rejoints par le Comité central, avaient démenti la position initiale du Parti et décidé de soutenir publiquement les manifestations. Après quoi l'Organisation militaire avait carrément pris la tête des opérations en commençant à mobiliser le soutien le plus massif possible parmi les troupes. Entre autres initiatives, les bolcheviks mobilisèrent des renforts en provenance du front, firent déployer des véhicules blindés pour contrôler les ponts et les sites stratégiques, et envoyèrent une compagnie occuper la forteresse Pierre et Paul<sup>24</sup>.

Il n'existe pas de compte rendu disponible des délibérations de la direction du Parti le 4 juillet ; étant donné les circonstances, on peut d'ailleurs douter qu'il en existe des

traces écrites. Un cadre comme Mikhaïl Kalinine, qui en faisait partie, se souvient qu'à cette époque Lénine n'avait pas de position tranchée quant à savoir si cette mobilisation de rue annonçait le début d'une prise du pouvoir ; il n'excluait aucune éventualité, ni celle de lancer des régiments dans la bataille si les circonstances s'avéraient favorables, ni celle de battre en retraite en limitant les pertes au minimum<sup>25</sup>. Dans ces circonstances difficiles, comment le Parti pouvait-il tirer son épingle du jeu ? On peut penser que les avis des collaborateurs de Lénine à ce sujet étaient très partagés. Au vu de leur position tactique sur l'évolution des événements révolutionnaires et de leur opposition à toute initiative risquant d'entraîner une rupture décisive avec les socialistes modérés, il est probable que les membres de l'aile droite du Comité central aient été fortement opposés à s'emparer du pouvoir contre l'avis des Comités exécutifs panrusses<sup>26</sup>.

On peut aussi supposer que d'autres figures jouissant d'une autorité incontestable, comme Trotsky et Grigori Zinoviev, aient plaidé pour la prudence. Fils d'un laitier juif, Zinoviev était un personnage replet aux cheveux bouclés qui était surtout connu pour sa plume et ses talents d'organisateur. Pendant la décennie précédant la révolution, il avait sans doute été le collaborateur le plus proche et le confident politique le plus intime de Lénine. Il l'avait accompagné lors de son retour en Russie en avril 1917 et était devenu éditeur de la *Pravda* et membre éminent de la fraction bolchevik du Soviet de Petrograd. Alors âgé de 34 ans, il était en proie à des alternances d'exaltation et de dépression. Sur la question de la guerre, il défendait une position internationaliste et n'était pas hostile au niveau théorique à la possibilité d'une révolution socialiste précoce en Russie ; mais dans la pratique politique, il avait tendance à se montrer beaucoup plus prudent que Lénine. Début juin, par exemple, il s'était fermement opposé à l'organisation d'une manifestation de masse sous prétexte qu'une telle initiative engagerait une nouvelle étape du processus révolutionnaire à laquelle les bolcheviks n'étaient pas préparés. Lors de la réunion du Comité central de l'après-midi du 3 juillet, lui et Trotsky avaient soutenu la position de Kamenev et d'autres dirigeants, qui voulaient que le Parti mobilise ses forces pour brider la fureur des masses. Plus tard dans la soirée, lors d'une réunion des cadres du Parti, après s'être convaincus que les bolcheviks ne pourraient pas empêcher la vague de protestation de se



poursuivre le lendemain, Zinoviev et Trotsky avaient rejoint les rangs de ceux qui souhaitaient voir le Parti soutenir et essayer de contrôler le mouvement – ce tout en insistant vivement sur le fait que les manifestations devaient avoir un caractère pacifique<sup>27</sup>.

Certains des membres du Comité de Pétersbourg qui s'étaient précédemment montrés partisans de faire pression sur les Comités exécutifs panrusses étaient désormais sans doute réticents à l'idée d'une escalade de la mobilisation le 4 juillet. En juin, une figure aussi versatile que Volodarski avait plaidé pour l'organisation de manifestations de masse dans le but de saboter l'effort de guerre, de préserver l'allégeance d'une population ouvrière de plus en plus impatiente et, si possible, d'obliger les socialistes majoritaires à former un gouvernement exclusivement socialiste. De son point de vue, il était dans l'intérêt de la révolution de former un gouvernement des soviets au sein duquel collaborerait une ample coalition de groupes socialistes de gauche. Mais en tant que membre actif du Soviet de Petrograd ayant des liens étroits tant avec les soldats qu'avec les ouvriers, Volodarski était bien conscient de la loyauté des masses envers ledit Soviet ; il n'aurait jamais plaidé en faveur du renversement du Gouvernement provisoire contre la volonté de la direction du Soviet.

Il y avait sans doute aussi parmi les bolcheviks de Petrograd des militants qui, dans l'après-midi du 4 juillet, étaient favorables à une action militaire décisive. Un des plus influents de ces dirigeants locaux ultra-radicaux était le Letton Martin Latsis, qui représentait la puissante organisation bolchevik du district de Vyborg. Pendant les préparatifs de la manifestation finalement avortée du 10 juin, Latsis s'était assuré que les marcheurs soient bien armés ; en accord avec un autre radical du Comité central, le Lituanien Ivan Smilga, il avait défendu l'idée que le Parti devait être prêt à s'emparer « des gares de chemin de fer, des arsenaux, des banques, des bureaux de poste et du télégraphe<sup>28</sup> ». Pendant l'essor de l'agitation entre fin juin et début juillet, il avait critiqué le Parti pour avoir voulu jouer le rôle de « pompier » face aux masses, et, le soir du 3 juillet, après le début du soulèvement, il avait critiqué la détermination du Comité central à éviter une confrontation décisive avec le gouvernement.

On constatait le même radicalisme chez des figures clés de l'Organisation militaire, comme Nikolai Podvoïski et Vladimir

Nevski, militants bolcheviks de longue date. Vétéran des combats de rue contre le gouvernement tsariste en 1905, Podvoïski aurait été, dit-on, le premier à déclarer que « la révolution n'est pas terminée, elle ne fait que commencer ». Nevski, originaire de Rostov sur le Don, avait été un élève brillant de la Faculté des Sciences naturelles de l'Université de Moscou (pendant les années 1920, il allait se distinguer en tant qu'historien du mouvement révolutionnaire russe). Aux côtés de Podvoïski, il s'était illustré dans les rangs des premières troupes de choc et formations militaires du Parti. Dans les récits qu'il fit ultérieurement de ses activités en 1917, Nevski insistait constamment sur l'indépendance et le radicalisme des dirigeants de l'Organisation militaire de l'époque et sur leur implication active dans l'organisation du soulèvement de juillet. D'après lui, le 4 juillet, les dirigeants de l'Organisation militaire attendaient le feu vert du Comité central « pour mener l'affaire à son terme<sup>29</sup> ».

Plusieurs heures après le retour de Lénine à Petrograd, les occupants de la villa Kchesinskaïa avaient pris connaissance de deux facteurs qui allaient jouer un rôle décisif. En premier lieu, ils avaient appris que l'impuissance du gouvernement, la répugnance des unités de la garnison à venir en aide à celui-ci ou au Soviet, la menace posée par l'arrivée des marins de Kronstadt au palais de Tauride et la violence anarchique qui régnait dans les rues avaient incité les Comités exécutifs panrusses à faire appel à des troupes du front pour rétablir l'ordre. En réponse à cet appel, les comités de soldats contrôlés par les mencheviks et les SR sur le front septentrional étaient déjà en train de former des détachements mixtes censés se déployer rapidement sur la capitale. En deuxième lieu, les bolcheviks furent informés que certains fonctionnaires de haut niveau du gouvernement essayaient de mobiliser des unités locales contre eux en accusant Lénine d'avoir organisé le soulèvement de juillet sur ordre de l'ennemi germanique.

Ce n'était pas la première fois qu'on accusait Lénine d'être un agent de Berlin. La presse de droite n'avait cessé de propager cette accusation depuis son retour en Russie à travers le territoire allemand. (L'opposition de Lénine à l'effort de guerre le rendait particulièrement vulnérable à cette charge.) Il semble que dès le mois d'avril, le Gouvernement provisoire ait commencé à enquêter sur la possibilité d'une collusion des bolcheviks avec l'ennemi après qu'un espion allemand, un certain lieutenant Iermolenko, se fut livré à l'état-major russe

et eut déclaré au cours de son interrogatoire que Lénine était un des nombreux agents allemands opérant en Russie. Ces allégations avaient été faites pendant la crise d'avril, juste au moment où les bolcheviks commençaient à représenter une sérieuse menace pour le Gouvernement provisoire. Une partie des membres du cabinet étaient tout disposés à les prendre au sérieux et, de toute façon, la possibilité de discréditer les bolcheviks aux yeux des masses était fort alléchante. Trois membres du gouvernement – Kerenski, Nekrassov et Terechtchenko – furent donc chargés de lancer l'enquête, qui impliquait plusieurs services de renseignement à Petrograd et sur le front. De fait, il semble bien qu'un bureau spécial du contre-espionnage rattaché au District militaire de Petrograd ait consacré l'essentiel de son énergie à instruire le dossier des bolcheviks. Entre autres choses, ses agents étaient chargés d'intercepter les communications du Parti et de surveiller ses dirigeants, le tout avec le soutien enthousiaste du ministre de la Justice, Pavel Pereverzev. On rapporte même que d'après lui, seul le bureau du contre-espionnage était capable de sauver la Russie<sup>30</sup>.

On sait aujourd'hui que pendant la Première Guerre mondiale, les Allemands ont dégagé des sommes importantes aux fins de créer des troubles en Russie et qu'une partie de ces fonds a été versée aux bolcheviks<sup>31</sup>. Mais d'après plusieurs sources fiables, la plupart des dirigeants bolcheviks, sans parler de la base du Parti, n'étaient pas au courant de cette aide financière. S'il semble bien que Lénine ait eu connaissance de la provenance de cet argent, on n'a aucun indice que sa politique ou celle du Parti en ait été le moins du monde influencée<sup>32</sup>. Et en dernière analyse, l'argent allemand n'a guère affecté le résultat final de la révolution. Quant aux événements de juillet, les accusations selon lequel Lénine aurait attisé la révolte avec l'aide des Allemands étaient totalement dénuées de fondement; on a vu au contraire que, depuis la mi-juin, Lénine avait consacré toute son énergie à éviter le déclenchement d'une insurrection.

En ces premiers jours de juillet, l'enquête officielle sur les connexions allemandes de Lénine était loin d'être terminée. Mais face au risque apparemment imminent d'une chute du gouvernement, les fonctionnaires du bureau du contre-espionnage décidèrent d'accélérer la procédure. Ils établirent un plan visant à utiliser les fragments d'information incriminante dont ils disposaient pour convaincre les

représentants des unités de la garnison de Petrograd ayant jusque-là conservé leur neutralité que non seulement les bolcheviks avaient reçu de l'argent de l'Allemagne, mais que les manifestations de rue étaient directement manipulées par les Allemands. Si leur plan fonctionnait, pensaient-ils, les hommes de la garnison fourniraient les troupes nécessaires pour défendre le gouvernement, rétablir l'ordre et placer les bolcheviks en état d'arrestation. Ce projet fut soumis à Pereverzev, qui lui donna son approbation. Au moment de défendre sa décision quelques jours plus tard, le ministre expliqua : « J'avais l'impression que la circulation de cette information créerait au sein de la garnison une atmosphère qui rendrait désormais impossible toute neutralité. J'avais le choix entre attendre que soient finalement complètement élucidés, dans un délai non spécifié, les tenants et les aboutissants de ce grand crime, et écraser sur-le-champ une rébellion qui menaçait de faire tomber le gouvernement<sup>33</sup>. »

C'est ainsi que le 4 juillet en fin de journée, le bureau du contre-espionnage invita des représentants de plusieurs régiments de la garnison de Petrograd au quartier général de l'état-major pour leur exposer les accusations contre Lénine. Tous les témoins de cette réunion s'accordent à dire que les délégués de la troupe furent véritablement choqués par ces révélations; de leur côté, les fonctionnaires du bureau se sentirent tellement encouragés par le caractère apparemment très convaincant de leur démonstration qu'ils décidèrent de communiquer une partie de leurs informations à la presse. Comme ils craignaient que de telles accusations contre Lénine ne soient pas complètement crédibles si elles provenaient directement d'un organisme gouvernemental, on recruta précipitamment deux « citoyens scandalisés » – Grigori Aleksinski, un ancien député bolchevik à la Douma, et V. Pankratov, un socialiste-révolutionnaire – qui préparèrent un communiqué accusateur destiné à être aussitôt transmis à la presse<sup>34</sup>.

Il convient de souligner que ces initiatives du bureau du contre-espionnage, du ministre de la Justice et d'Aleksinski et Pankratov avaient été prises sans l'accord de la totalité du cabinet. Il s'avère qu'à l'époque du soulèvement de juillet, les ministres Nekrassov, Terechtchenko et Lvov, même s'ils étaient persuadés que les bolcheviks recevaient de l'argent des Allemands, étaient non moins convaincus que les preuves contre Lénine aux mains du gouvernement n'étaient

pas suffisamment concluantes et qu'en les rendant publiques trop tôt, on excluait la possibilité de jamais les confirmer définitivement<sup>35</sup>. Pendant la soirée du 4 juillet, Lvov avait personnellement demandé aux journaux de suspendre la publication des accusations contre Lénine<sup>36</sup>. Bien entendu, il était en revanche impossible de bloquer la circulation au sein de la garnison des informations transmises aux délégués des régiments. L'impact de cette diffusion, ainsi que les rumeurs de déplacements massifs de troupes en provenance du front, s'avéra décisif. Le 5 juillet à une heure du matin, plusieurs régiments ayant rompu avec leur neutralité antérieure commencèrent à marcher sur le palais de Tauride, où les Comités exécutifs panrusses étaient en session, pour proclamer leur loyauté envers le Soviet et le gouvernement. Le pire de la crise ayant été surmonté, les Comités exécutifs adoptèrent aussitôt une résolution déclarant leur soutien à ce qui restait du Gouvernement provisoire. Ladite résolution appelait aussi à convoquer dans un délai de deux semaines une réunion avec les députés des soviets de province afin d'aboutir à une décision finale concernant la composition d'un futur cabinet et la question de l'instauration d'un gouvernement des soviets<sup>37</sup>.

Bien entendu, cette évolution tardive de la situation le 4 juillet – à savoir l'arrivée de troupes loyales en provenance du front et le brusque changement d'humeur de plusieurs régiments locaux – était tout aussi néfaste pour les bolcheviks qu'elle était providentielle pour le Gouvernement provisoire. En fin de journée, l'effet de ces deux facteurs sur l'humeur d'unités de la garnison jusque-là passives était déjà patent. Dans de telles circonstances, il n'était même pas question d'attendre de jauger l'ambiance qui régnait dans les provinces. Le 5 juillet, vers 2 ou 3 heures du matin, les membres du Comité central se réunirent pour prendre la mesure de la situation et décidèrent de lancer un appel aux ouvriers et aux soldats les invitant à mettre un terme aux manifestations de rue.

C'est par un discret entrefilet paru le 5 juillet en dernière page de la *Pravda* que le Parti communiqua sa décision de battre en retraite : « Il a été décidé de mettre fin aux manifestations parce que l'objectif de faire connaître les mots d'ordre des éléments d'avant-garde de la classe ouvrière et de l'armée a été atteint. » Cette explication était manifestement fautive ; l'objectif des éléments radicaux de la garnison de Petrograd

et des extrémistes bolcheviks qui avaient initialement déclenché le soulèvement de juillet était le renversement du Gouvernement provisoire. En décidant tardivement de soutenir le mouvement, la plupart des dirigeants du Parti espéraient sans doute que la pression de la rue serait suffisante pour forcer les Comités exécutifs panrusses à saisir les rênes du pouvoir. Il se trouve que ni les objectifs des extrémistes ni les espoirs plus limités des modérés ne se concrétisèrent. Les ouvriers, marins et soldats impatients de Petrograd qui avaient jusque-là serré les rangs derrière les bolcheviks vécurent l'issue de l'expérience de juillet comme un échec démoralisant, au moins pour un temps. Simultanément, la détermination du gouvernement, des factions politiques modérées et conservatrices et des classes aisées en général à restaurer l'ordre à n'importe quel prix et à en finir une fois pour toutes avec les extrémistes s'en vit considérablement renforcée. Restait à savoir si cette défaite de la gauche était vraiment décisive. En attendant, isolés et dangereusement exposés, les bolcheviks se virent contraints de se consacrer à la tâche ingrate de concocter une explication quelconque du rôle qu'ils avaient joué dans cette insurrection manquée, de se défendre contre les accusations de trahison et, plus généralement, de se protéger contre l'inévitable offensive de la réaction.